

Unité départementale de l'Oise
Z.A. de la Vatine
283, rue de Clermont
60000 BEAUVAIS

BEAUVAIS, le 22/06/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 05/06/2023

Contexte et constats

Publié sur



SUEZ ORGANIQUE

Vallée Gauthier
60250 Bury

Références : IC-R/0251/23-NEC
Code AIOT : 0005106528

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 05/06/2023 dans l'établissement SUEZ ORGANIQUE implanté Site de SOVALD Val Gauthier 60250 Bury. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection fait suite à un incendie qui s'est produit sur le site exploité par la société Suez Organique sur la commune de Bury, les 29 et 30 mai 2023.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SUEZ ORGANIQUE
- Site de SOVALD Vallée Gauthier 60250 Bury
- Code AIOT : 0005106528
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Le domaine d'activité principale de l'usine de BURY est le traitement de matières organiques (déchets non dangereux de catégorie 1, 2, 3, 7, 10, 15, 16, 19 et 20 de la nomenclature déchet – Cf. annexe II de l'article R. 541-8 du Code de l'environnement) en vue de favoriser le recyclage de matière.

Les activités exercées sur le site de Bury sont :

- le traitement de sous-produits organiques et minéraux, de bois, de déchets végétaux et transit de produit minéraux,
- la fabrication et l'épandage des composts et de condensats.

Les matières premières acceptées et traitées sur site sont : les boues urbaines, industrielles, d'élevage et agroalimentaires conformes à la réglementation en vigueur, les déchets minéraux (cendres de bois, carbonate de calcium), les déchets végétaux, les déchets de bois type palettes, cagettes, cartons (évacués vers les chaufferies de type 2910B) et les SPA (Sous-Produits Animaux). L'usine fait également du transit depuis 2014 pour des produits carbonatés répondant aux exigences de la norme Amendements minéraux basiques NFU 44-001. Ces produits carbonatés, sont stockés sur une aire bitumée et n'engendrent ni bruit ni odeur, donc pas d'impact sur l'environnement.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- suite incendie des 29 et 30 mai 2023.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant.

Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;

- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

La défense incendie des aires de stockage de compost fini en extérieur n'est pas réglementée (aucune prescription dans l'arrêté ministériel sur le compostage de 2008 ni dans les conclusions du BREF WT).

Toutefois l'exploitant doit réfléchir à mettre en place des moyens de lutte contre l'incendie à proximité de ces aires, de type extincteurs de grande capacité ou RIA (mais à distance des voies de passage des engins) de façon à pouvoir agir rapidement sur un phénomène d'auto-combustion et ainsi éviter que la "contagion" d'un début d'auto-échauffement à l'ensemble de la case de stockage, voire sa propagation à des tas adjacents.

L'exploitant est également invité à revoir les modalités de surveillance de son site pendant les jours fériés.

Derrière la cause première à l'origine de l'incendie des 29 et 30 mai 2023 (auto-combustion du compost fini due à la chaleur...), se cachent des causes profondes de nature technique et organisationnelle (choix inapproprié de méthodes d'exploitation, insuffisance dans l'organisation des contrôles et du suivi d'activité...). Et c'est l'exploitant du site industriel qui porte la responsabilité de ces causes profondes.

En travaillant sur ces causes profondes, il lui sera possible de dégager des mesures de prévention et/ou de protection pour éviter la survenue de nouveaux incendies.

Des exemples concrets de mesures prises par des exploitants suite à des accidents sont proposés dans la base ARIA (<http://www.aria.developpement-durable.gouv.fr/>).

Le risque d'incendie est le principal risque des installations de compostage des déchets. Ces accidents peuvent avoir de graves conséquences, non seulement à l'échelle du site impliqué, mais également à l'échelle de la filière entière de gestion des déchets. En effet, en cas de sinistre important détruisant les installations ou de suspension d'activité, quelles seront les solutions de substitution ?

Comme l'illustrent les nombreux cas d'accidents dans des sites présentant des non-conformités, le seul respect des prescriptions réglementaires des arrêtés ministériels et préfectoraux aurait permis d'éviter une large partie de ces sinistres (surtout les cas d'incendies en profondeur dus à une perte de contrôle de procédé) : il s'agit en particulier des mesures relatives aux volumes et hauteurs de stockage, à la fragmentation des tas, à la surveillance très régulière de la température au cœur des tas...

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
1	Notification d'accident	Arrêté Préfectoral du 23/02/2006, article 6	/	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois
2	Moyens de lutte contre l'incendie	Dossier de conformité au BREF WT remis par l'exploitant	/	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois
5	Composition d'une installation de compostage	Arrêté Ministériel du 22/04/2008, article 3.1	/	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
6	Hauteur de stockage	Arrêté Ministériel du 22/04/2008, article 13	/	Mesures d'urgence, Mise en demeure, respect de prescription	7 jours
7	Entreposage des produits finis	Arrêté Ministériel du 22/04/2008, article 8	/	Mise en demeure, respect de prescription	7 mois
8	Circulation sur le site	Arrêté Ministériel du 22/04/2008, article 5	/	Mise en demeure, respect de prescription	7 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 23/02/2006, article 6 + Dossier de conformité au BREF WT remis par l'exploitant	/	Sans objet
4	Stockage compost fini	Arrêté Ministériel du 22/04/2008, article 14	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Notification d'accident	Arrêté Préfectoral du 23/02/2006, article 6	/	Sans objet
3	Plan de gestion des accidents	Autre du 01/08/2019	/	Observations

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant ne respecte pas les prescriptions contrôlées issues de l'arrêté ministériel compostage du 22 avril 2008 et de son arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter du 23 février 2006.

Le non-respect notamment de la disposition relative aux modalités de stockage est à l'origine de la propagation de l'incendie de la case de compost fini vers la case de refus de tri.

2-4) Fiches de constats

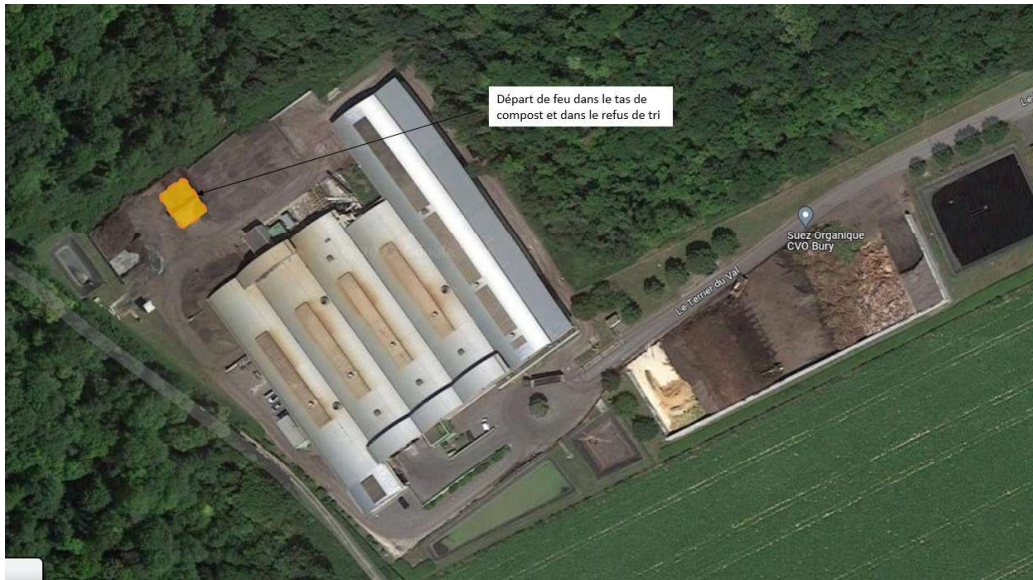
N° 1 : Notification d'accident

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/02/2006, article 6
Thème(s) : Risques accidentels, Information DREAL accident
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant devra informer, dans les meilleurs délais, l'Inspecteur des Installations Classées des accidents et incidents survenus du fait du fonctionnement de l'installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article 511.1 du Code de l'environnement. [...]
Constats : Par courriel du 2 juin 2023, l'exploitant a informé l'Inspection des installations classées qu'un feu s'était déclaré lundi 29 mai 2023 sur le site SUEZ ORGANIQUE de Compostage de Bury.
- Le déroulé des évènements : Lundi 29 mai - 10h34 : Apparition de fumées dans un tas de compost Lundi 29 mai - 19h55 : Apparition des premières flammes Mardi 30 mai - 4h50 : Découverte du départ de feu par les collaborateurs Mardi 30 mai - 5h : Appel des pompier. Mardi 30 mai - 5h20 : Arrivée des pompiers sur site. Arrosage du tas de refus. Mardi 30 mai - 7h15 : Départ des pompiers du site. Surveillance des stocks tout au long de la journée et le soir par les collaborateurs.

- La zone impactée par le départ de feu :

Le feu s'est déclaré au niveau d'un stock de compost extérieur.

Un point chaud s'est formé dans le tas et le compost s'est consumé.



- Eaux d'extinction

Les pompiers ont utilisé 6 m³ d'eau, pompés dans la lagune L3 (lagune utilisée comme réserve incendie).

Les eaux d'extinction ont été confinées sur le site dans la lagune L4.

Les eaux vont être analysées pour déterminer le besoin de traitement et l'exutoire approprié.

- Conséquences :

Conséquence(s) humaine : Aucune conséquence humaine.

Conséquence(s) matériel / bâti : Seul le mur béton de séparation a un peu noirci.

Conséquence(s) environnementale : Aucune conséquence environnementale.



La mairie de Bury a été informée le jour même de la survenance de l'incendie.

<p>Une analyse de l'incident est en cours.</p> <p>Il est demandé à l'exploitant :</p> <ul style="list-style-type: none"> - de communiquer à l'Inspection les résultats des analyses des eaux d'extinction incendie et de préciser le devenir donné à ces eaux polluées ; - de transmettre un rapport d'accident complet, en application de l'article R. 512-69 du Code de l'environnement.
Type de suites proposées : Suite administrative
Proposition de suites : Mise en demeure

N° 2 : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/02/2006, article 6
Thème(s) : Risques accidentels, Lutte contre l'incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...]</p> <p>Une réserve incendie de 240 m³ minimum sera aménagée et équipée de deux cannes d'aspiration de 100 mm munies de crépines et de raccords pompiers.</p> <p>Des extincteurs en nombre, nature et emplacement appropriés au risque seront placés dans le bâtiment.</p> <p>[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Le dossier de conformité au BREF WT remis par l'exploitant précise que :</p> <ul style="list-style-type: none"> • "Le site comporte une réserve incendie de 500 m³ et des extincteurs sont installés sur le site". <p>FSS : Le jour de la visite d'inspection, aucun extincteur n'était en place au niveau de la zone du stockage de compost et de refus de tri qui est pourtant une zone de risque incendie.</p> <ul style="list-style-type: none"> • "Des contrôles hebdomadaires sont réalisés avec une caméra thermique portative". <p>NC n°2 : Ces contrôles ne sont pas réalisés systématiquement la veille de jours fériés ou de weekend prolongé</p> <ul style="list-style-type: none"> • "Un dispositif d'astreinte 24h/24 et 7jour/7 est mis en place". <p>Les premières fumées sont apparues dans un tas de compost lundi 29 mai à 10h34. Les premières flammes ont commencé à 19h55. Le départ de feu n'a été découvert que le mardi 30 mai à 4h50 lorsque les salariés ont pris leur poste.</p>

NC n°3 : Le dispositif d'astreinte mis en place ne sert qu'en cas d'intrusion sur le site. Il n'a aucun effet pour la protection incendie du site puisque les tas de compost situés en extérieur ne sont couverts que par des caméras "classiques" de surveillance et que lors des weekends prolongés (comme cela fut le cas lors de la Pentecôte fin mai), aucun personnel n'est présent sur le site. Seul le bâtiment est équipé de caméras thermiques.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 1 mois

N° 3 : Plan de gestion des accidents

Référence réglementaire : Conclusions du BREF WT du 01/08/2019
Thème(s) : Risques accidentels, Procédures SUEZ
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : MTD 1 – point XIII : Plan de gestion des accidents</p> <p>Le plan de gestion des accidents s'inscrit dans le cadre du Système de Management Environnemental et recense les dangers que présente l'unité ainsi que les risques connexes et définit des mesures pour remédier à ces risques. Il tient compte de l'inventaire des polluants présents ou susceptibles de l'être qui pourraient avoir des incidences sur l'environnement en cas de fuite.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les mesures de gestion des accidents sont définies dans l'étude de dangers du site, ainsi que dans le système de management national SUEZ, notamment dans la procédure nationale « Gestion des événements graves » et dans la procédure « Gestion des Situations d'Urgence ».</p> <p>L'exploitant a présenté deux documents :</p> <ul style="list-style-type: none"> la procédure réf. PRO_SMPR_GESTION EVENEMENTS GRAVES version 6 du 10/12/2021 Cette procédure décrit les actions attendues en cas d'événement évalué comme étant « grave ». Elle couvre à la fois le circuit de remontée de l'information, la gestion immédiate de la crise, les étapes d'analyse, les instances d'examen et de décisions à prendre au titre du retour d'expérience. <p>Ses objectifs principaux sont d'inscrire tout événement grave dans une boucle de progrès, de renforcer le processus de maîtrise du risque par le retour d'expérience, de permettre au management de prendre les mesures appropriées pour limiter les possibilités d'aggravation, de propagation ou de réplication ;</p> <ul style="list-style-type: none"> le mode opératoire _SMPR_Situations d'urgence" et notamment la fiche n°1 "incendie locaux/engins/électrique" version 2 du 13/09/2019.
<p>Observations :</p> <p>Dans le mode opératoire "incendie", le cas d'un incendie au niveau des zones de stockage en extérieur n'est pas traité.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Stockage compost fini

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/04/2008, article 14
Thème(s) : Risques accidentels, Aires
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : [...] L'aire de stockage des composts finis est dimensionnée de façon à permettre le stockage de l'ensemble des composts fabriqués pendant une durée correspondant à la plus importante période pendant laquelle les sorties de site ne sont pas possibles, sauf si l'exploitant dispose de possibilités suffisantes de stockage sur un autre site.
Constats : Le jour de l'inspection, il a été constaté que les tas de compost fini débordaient des cases prévues pour leur stockage. FSS : il est demandé à l'exploitant de justifier, sous un mois, par des données chiffrées le respect de cette prescription : <ul style="list-style-type: none">- capacité de stockage de compost fini ?- dimensions de l'aire dédiée au stockage du compost fini ?- plus importante période pendant laquelle les sorties de site ne sont pas possibles ?
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : FSS sous 1 mois

N° 5 : Composition d'une installation de compostage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/04/2008, article 3.1
Thème(s) : Risques accidentels, Aires
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Une installation de compostage comprend au minimum : <ul style="list-style-type: none">• une aire (ou équipement dédié) de réception/tri/contrôle des matières entrantes ;• une aire (ou équipement dédié) de stockage des matières entrantes, adaptée à la nature de celles-ci ;• une aire (ou équipement dédié) de préparation, le cas échéant ;• une aire (ou équipement dédié) de fermentation aérobie ;• une aire (ou équipement dédié) de maturation ;• une aire (ou équipement dédié) d'affinage/criblage/formulation, le cas échéant ;• une aire de stockage des composts et déchets stabilisés avant expédition, le cas échéant. <p>A l'exception de celles qui sont abritées dans un bâtiment fermé, ces différentes aires sont situées à 8 mètres au moins des limites de propriété du site.</p>
Constats : NC n°4 : Le jour de l'inspection, il a été constaté que l'aire dédiée au stockage du compost fini en extérieur avant expédition est située à moins de 8 mètres des limites de propriété du site.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 3 mois

N° 6 : Hauteur de stockage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/04/2008, article 13
Thème(s) : Risques accidentels, Aires
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : [...] La hauteur maximale des tas et andains de matières fermentescibles lors de ces phases est à cet effet limitée à 3 mètres. La hauteur peut être portée à 5 mètres si l'exploitant démontre que cette hauteur n'entraîne pas de nuisances et n'a pas d'effet néfaste sur la qualité du compost.
Constats : Les différents tas sont séparés, sur le site, par des murs en béton d'une hauteur de 3 mètres. NC n°5 : le jour de la visite d'inspection il a été constaté que la hauteur des tas, que ce soit à l'intérieur du bâtiment ou à l'extérieur, dépasse très largement la hauteur de 3 mètres. Les différents lots de déchets en cours de traitement ou de compost fini ne sont donc pas séparés de façon optimale et un mélange des matières est possible. Par ailleurs, la mise en place des murs en béton présentait l'avantage d'offrir un moyen efficace de contenir un feu sur une case et d'éviter sa propagation à d'autres tas. Or le jour de l'incendie, le départ de feu s'est produit dans une case dédiée au stockage du compost fini et s'est propagé à la case voisine où était stocké le refus de tri, à cause de fissures dans le mur séparatif. NC n°6 : le jour de l'inspection, il a été constaté que presque tous les murs séparatifs du site étaient en mauvais état. L'exploitant a expliqué qu'une campagne de diagnostic des murs avait été réalisée au niveau national sur tous les sites Suez en avril 2022. Mais ce dernier n'a pas été suivi de la mise en œuvre d'un plan d'actions.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mesures d'urgence, Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 7 jours

N° 7 : Entreposage des produits finis

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/04/2008, article 8
Thème(s) : Risques accidentels, Aires
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'entreposage des déchets et matières entrants doit se faire de manière séparée de celui des composts, selon leur nature, sur les aires identifiées réservées à cet effet. Les produits finis et déchets destinés à un retour au sol doivent être stockés par lots afin d'en assurer la traçabilité. [...]
Constats : NC n°7 : puisque la hauteur de stockage des différents tas entreposés sur l'aire de stockage extérieure dédiée au compost fini et au refus de tri n'est pas respectée et que les tas débordent d'une case à l'autre, l'exploitant ne peut garantir que les produits finis sont stockés par lots afin d'en assurer la traçabilité.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 1 mois

N° 8 : Circulation sur le site

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/04/2008, article 5
Thème(s) : Risques accidentels, Aires
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : [...] Les voies de circulation, les pistes et voies d'accès sont nettement délimitées, maintenues en état de propreté et dégagées de tout objet susceptible de gêner la circulation. [...]
Constats : NC n°8 : le jour de l'inspection il a été constaté que les matières stockées sortaient des cases prévues à cet effet, que ce soit à l'intérieur du bâtiment ou à l'extérieur. Les allées n'étaient pas totalement dégagées.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 7 jours